AVERTISSEMENT

La première partie de cette brochure renferme cinq articles publiés dans le Devoir, du 9 au 14 septembre, sous le titre: "Un chapitre d'histoire".

La seconde partie contient l'analyse que j'ai faite, en trois articles parus le 28, le 29 et le 30 octobre, d'une remarquable étude publiée par le Contemporary Review, en septembre; ainsi qu'un article, en date du 31 octobre, dans lequel je signalais les répercussions au Canada de la politique préconisée ou annoncée par l'écrivain anglais.

Cette réédition contient, dans la première partie surtout, quelques développements additionnels, inspirés soit par la connaissance de faits nouveaux ou inconnus lors de la publication des articles, ou par le désir de préciser ma pensée ou mes conclusions.

*On trouvera en appendice: 1o. Le texte des lettres échangées entre sir Edward Grey et M. Paul Cambon, en novembre 1912; ces lettres constituent la formule de l'Entente Cordiale, telle qu'elle existait au moment de la guerre; 2o. de copieus extraits du compte rendu des débats du parlement impérial, en 1867; ces textes indiquent la pensée des hommes d'Etat britanniques sur les obligations assumées par la Grande-Bretagne à l'égard de la Belgique et du Luxembourg, et particulièrement l'opinion de lord Derby et de lord Clarendon, invoquée par sir Edward Grey dans l'un de ses entretiens avec M. Cambon; 3o. toute la première partie d'un article sur "l'état d'esprit et la situation en Angleterre", signé *** et paru dans le Correspondant du 25 août 1914; des renseignements puisés à bonne source m'autorisent à dire que l'auteur de cet article est un ancien ministre des Affaires étrangères, en France; 4o. l'analyse de l'opinion de M. John S. Ewart sur les causes de la guerre et ses suites probables.*

Ces pièces établissent que les opinions que j'ai émises dans le Devoir sont partagées par un écrivain anglais apparemment fort averti, par un homme d'Etat français des plus autorisés, et par un jurisconsulte anglo-canadien de premier ordre, peut-être la plus haute autorité du pays en matière de droit constitutionnel et d'histoire politique. Elles prouvent également qu'en Angleterre et en France, on n'hésite pas à parler ouvertement de matières qu'ici l'on voudrait soustraire à la discussion publique; et qu'on trouve non seulement tolérable mais utile et même nécessaire d'en parler maintenant.

* * *

Je ne me cache pas les lacunes et les défauts d'un travail hâtif, forcément soumis aux exigences du labeur ingrat et pressant d'une publication quotidienne. Mais je crois pouvoir dire sans exagération que cette étude et les pièces justificatives qui l'appuient constituent le seul